

APRÈS BOURGES...

Regardez-vous donc, camarades moscoutaires, la calomnie est un de vos principes.

Il y a quelques jours, dans le «*Libertaire*», je démontrais, en quelques lignes, que les intérêts des syndiqués étaient mal défendus, Dudilieux, dans une rectification, indiqua que la somme envoyée à Bourges, pour la salle du Congrès, était de 5 et non de 7 mille francs, comme je l'avais écrit. Dudilieux fit suivre cet aveu de la manière jésuitique qui lui est propre, par des éloges dithyrambiques à l'adresse des travailleurs de Bourges. Puis, pour faire aussitôt payer ces louanges, il suscitait leur haine et appelait leur colère contre ma personne.

Un tel appel lancé par un des dispensateurs des grâces confédérales ne pouvait rester sans réponse.

C'est ainsi qu'à défaut de braves ouvriers, les soi-disant représentants de trois comités, pas moins, ses politico-syndicalos de Bourges partent en guerre contre moi. Bien entendu, pour ne pas faillir à la règle, et afin d'exécuter les ordres reçus, on insulte à plume que veux-tu.

Je pourrais me contenter d'appliquer à ces serviteurs zélés en mal de platitude le proverbe arabe: «*Les chiens aboient, la caravane passe*»; je vais, cependant, tenter de nettoyer très rapidement quelques crottes déposées dans la feuille de la rue Pelleport, au nom des dits comités.

D'abord, je suis de ceux qui sont rivés à l'atelier tous les jours; le petit caca qui m'était destiné me dépasse pour aller en pleine figure de Dudilieux et consorts. Mon fonctionnarisme n'a pas dépassé deux années effectives. Il n'en est pas ainsi pour tous, même à Bourges, quoi qu'en dise le sacristain rédacteur de l'article me concernant.

Je n'ignore rien du fonctionnement des sociétés immobilières syndicales. Il ne s'agit pas, à l'aide d'arguments subtils, de chercher à jeter la confusion, mais bien de prouver qu'une salle n'avait pas été offerte gratuitement et que les cinq mille francs envoyés par la C.G.T.U. n'ont pas été dépensés. S'ils l'ont été le détail doit en être publié afin que tous les syndiqués sachent à quoi cette somme a servi, comme j'espère aussi que les syndiqués sauront un jour à combien s'élève le total des dépenses du Congrès de Bourges pour la C.G.T.U.

Je n'ai jamais douté du désintéressement des travailleurs de Bourges. Je doute seulement de certains patrons exploiters syndiqués au *Syndicat des employés* et qui ont travaillé à l'édification de la salle du Congrès.

Il est possible que la scission n'existe heureusement pas à Bourges. Cela n'empêche pas, hélas! les organisations syndicales d'avoir d'assez faibles effectifs. Il faut une singulière dose d'audace pour écrire que le «*Libertaire*» fait des entorses à la vérité, alors que la presse orthodoxe suffit amplement à cette belle besogne.

Parler de calomnie quand on en a admis le principe, n'est-ce pas ridicule? En ce qui concerne les clichés habituels de «*démolisseur d'unité*» de «*triste attitude durant le congrès*» et autres idioties à la portée du premier imbécile venu, que m'octroie le rédacteur dudit article, je les lui laisse pour compte, elles lui feraient trop défaut dans sa besogne habituelle.

Enfin, pour en finir avec cette stupidité de terroir, j'indique tout de suite que, dussé-je être atteint par la bave de quelques crapauds, cela ne m'arrêtera nullement dans la tâche d'assainissement du syndicalisme que j'ai assumée, avec d'autres camarades.

Julien LE PEN.
